



Politique de développement social de Montréal

Dépôt de mémoire

Commission sur le développement social et la
diversité montréalaise

Janvier 2017



Rédaction du mémoire : Christine Caron, Marc-André Fortin P.

Présentation du mémoire : François Robillard
Marc-André Fortin P.

Rédigé à Montréal au mois de décembre 2016

Diffusion

Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
1700 rue Amherst
Montréal, (Qc) H2L 3L5
514 288-0404
info@faubourgstlaurent.ca

1- La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent

La mission de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent (TCFSL) est de favoriser la communication, les échanges et la concertation entre les différents acteurs du faubourg Saint-Laurent, pour tout ce qui touche le mieux-être des diverses catégories de personnes qui y vivent ou qui le fréquentent.

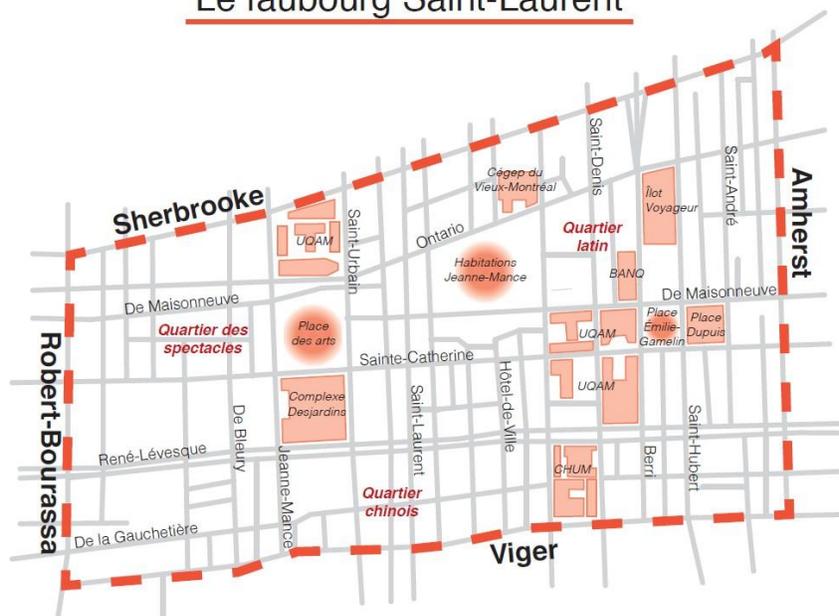
La Table vise à faciliter le développement harmonieux du quartier dans ses aspects économique, social, culturel, communautaire et environnemental. Font partie du conseil d'administration de la Table 5 résidents, l'UQAM, Cactus Montréal, le Sac-à-Dos, la Corporation des Habitations Jeanne-Mance, Action centre-ville, le Partenariat du Quartier des spectacles, la SDC du Quartier latin, le Service à la famille chinoise, le CIUSSS Centre-sud-de-l'île-de-Montréal et une administratrice choisie pour son expertise dans le domaine du développement social.

Un centre-ville habité où il fait bon vivre résume la vision de la Table pour le quartier.

La Table et ses membres sont présentement engagés dans une démarche de concertation et de consultation inclusive qui mènera à l'élaboration d'un plan stratégique de quartier pour les 3 prochaines années. Le présent mémoire s'inspire d'ailleurs des réflexions qui sont survenues dans le cadre de cet exercice et aussi de celles qui ont émergé avec les partenaires du quartier au cours des dernières années.

Le territoire de la Table est compris entre les rues Sherbrooke au nord, Amherst à l'est, Viger au sud et Robert-Bourassa à l'ouest.

Le faubourg Saint-Laurent



Les enjeux du quartier

La population du quartier est peu élevée (14 310 résidents) et dispersée sur le territoire. En revanche, les commerces, places d'affaires et institutions du quartier y génèrent quotidiennement une importante population de passage, dont près de 50 000 personnes qui viennent y travailler tous les jours.

Le quartier présente les avantages de la centralité : activités culturelles et récréatives, institutions de portée métropolitaine, voire nationale (UQAM, BaNQ, CEGEP du Vieux-Montréal, CHUM, etc.), desserte en transport en commun métropolitaine, nombres de places d'affaires et de commerces de destination, grands employeurs publics et privés.

Le quartier connaît une grande diversité sociale, culturelle et économique. Elle constitue sa richesse, mais pose en contrepartie de sérieux problèmes de cohabitation. Ainsi, on constate une présence accrue de personnes en situation de vulnérabilité : personnes à risque d'itinérance, toxicomanes, personnes souffrant de problèmes de santé mentale, personnes de la rue, etc. Un nombre important d'organismes communautaires et d'initiatives sociales tentent de répondre aux besoins de base de ces populations.

Certaines populations marginalisées et des festivaliers occupent l'espace public et les espaces privés, y commettant parfois des incivilités. Cela entraîne des conflits d'usage et des problèmes de cohabitation avec les commerçants et les résidents riverains, ainsi qu'une diminution du sentiment de sécurité.

Le quartier connaît aussi un phénomène de gentrification qui se traduit par la densification, l'augmentation des valeurs foncières, la hausse des coûts du logement et le développement de copropriétés haut de gamme. Ce marché ne correspond pas aux besoins et aux ressources financières d'une partie de la population, notamment des populations qui y résident de longue date.

Enfin, le quartier, particulièrement le territoire des Habitations Jeanne-Mance, comprend une forte proportion de personnes issues de l'immigration (37,2%) qui connaissent des difficultés d'intégration.

2- Commentaires généraux

La pertinence d'une politique sur le développement social à Montréal

D'entrée de jeu, la Table souhaite démontrer son grand enthousiasme à l'égard de la Politique en développement social. Cette politique montréalaise est un outil indispensable pour aborder les réalités actuelles dans une perspective de développement durable, en complément aux politiques de développement économique et de protection de l'environnement. Les municipalités en tant que lieu de concentration des populations et des activités sont devenues le palier institutionnel de prédilection pour « penser globalement et agir localement ». Ce sont des gouvernements de proximité disposant d'une connaissance fine du terrain et des préoccupations locales. Les principes directeurs de *travail en partenariat* et *d'action en subsidiarité* proposés dans la Politique en développement social soutiennent cette préoccupation pour le local, et nous en sommes reconnaissants.

Le développement durable implique le développement de la participation citoyenne : un point fort de la politique. Nous saluons la présence de cet élément à la fois dans la vision, les enjeux, les principes directeurs, les approches, les orientations et les pistes d'intervention.

La cohérence et la transversalité

La Politique en développement social doit non seulement agir en cohérence avec les autres politiques de la Ville, mais aussi avoir préséance sur celles-ci. Pour faire de Montréal une ville juste et inclusive, le développement social doit résonner au cœur même de ses quartiers. La Ville signifie par cette Politique qu'elle aura pour responsabilité d'œuvrer pleinement au développement social. La Table s'attend donc à des investissements conséquents à la fois dans l'appareil municipal et dans le milieu communautaire, sans quoi la portée de cette Politique sera limitée. Les départements de développement social dans les arrondissements devront disposer des ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre de la Politique, et des programmes d'aide aux organismes de leur territoire devront être mis en place pour la concrétiser.

La Table estime que la transversalité doit aussi être un élément central de la Politique. Le développement social ne peut se réaliser que par une démarche rassembleuse ne laissant aucun partenaire pour compte. La Ville devra faire preuve d'un leadership exemplaire pour briser les silos. Des objectifs communs devront développer une synergie qui mobilisera autant les administrations municipales que les organismes communautaires.

Il doit être clair que la présente politique a préséance sur des outils de planification dans d'autres domaines (ex : transport, aménagement du territoire, développement durable, etc.) et qu'elle doit être dotée de mesures concrètes pour attester sa mise en œuvre et son application (nomination d'un élu ou d'une élue responsable de sa mise en œuvre, rubrique dans les sommaires décisionnels, reddition de compte annuelle, etc.).

La place des Tables de quartier dans la mise en œuvre de la Politique de développement social

En tant que Table de quartier, la TCFSL applaudit le fait que le territoire de référence pour l'application de la Politique soit l'entité sociologique que constitue le quartier. En effet, le quartier est le premier territoire d'appartenance des citoyens, le lieu d'expression et de réponse aux besoins essentiels des personnes et des communautés. La mission des Tables est de mobiliser leur communauté locale pour l'amélioration de la qualité de vie. En ce sens, la vision et les valeurs proposées par la Politique sont pertinentes.

Les Tables de quartier sont les pierres d'assise de l'approche territoriale intégrée et il est heureux que la Politique prévoie le renforcement de celle-ci. Il serait aussi souhaitable que la Politique reconnaisse explicitement le rôle central que joueraient les Tables de quartier dans sa mise en œuvre, qu'il s'agisse de réduire le *déficit de participation politique et sociale de leur milieu* ou de se concerter avec des partenaires pour intervenir directement et avec cohérence sur les enjeux locaux les plus préoccupants.

Le milieu communautaire tel qu'il est structuré, avec ses instances de concertation (comme les Tables de quartier) et ses liens directs avec les citoyens, nous apparaît comme le réseau le plus susceptible de réaliser la Politique, conjointement avec les actions de la Ville et des arrondissements. Le communautaire est le mieux placé pour identifier et prioriser les objectifs collectifs des quartiers, et son expertise et sa responsabilité à cet égard doivent être reconnues explicitement. Ce partenariat privilégié devrait se traduire par un plus grand support financier afin que les Tables de concertation puissent jouer pleinement leur rôle de mobilisation et de concertation avec les citoyens et les organismes communautaires.

3- Commentaires détaillés

Les commentaires détaillés ci-dessous proposent des bonifications et des corrections aux différentes sections du cahier de consultation, qui nous paraît dans l'ensemble très intéressant.

A) Vision

Le cahier de consultation présente une vision très ambitieuse que la TCFSL salue. Nous sommes particulièrement satisfaits que le développement social devienne le caractère distinctif de Montréal.

Pour bien marquer l'implication de la Ville dans la politique, il est souhaitable que l'énoncé de vision en fasse état explicitement. Il nous semble que l'élément le plus important dans la vision est que **les instances politiques et les citoyens et citoyennes** travaillent ensemble pour le développement social. C'est pourquoi nous suggérons une formulation qui pourrait ressembler à ceci : « Les citoyennes et citoyens sont fiers de Montréal parce que, grâce à leur implication et à celle de l'administration dans la recherche de solutions créatives et innovantes, Montréal est une ville où il fait bon vivre, grandir et travailler, et qui est reconnue internationalement pour le développement de quartiers durables, solidaires et inclusifs. »

Étant active dans le centre-ville, où le vivre ensemble constitue un enjeu particulier, la Table reconnaît l'importance particulière de « quartiers durables, solidaires et inclusifs, où il fait bon vivre, grandir et travailler » inscrits dans la vision.

B) Valeurs

Afin de bien marquer l'adhésion de la politique aux principes du développement durable, et à la préoccupation de préserver les ressources pour les générations futures, il convient d'ajouter la durabilité comme valeur.

C) Enjeux

Mentionnons d'emblée que les enjeux sont bien définis dans le cahier de consultation. La Table estime toutefois que tous ces enjeux sont interreliés.

1) Diminuer l'incidence de la pauvreté

La TCFSL croit que la Ville ne devrait pas se limiter à diminuer l'incidence de la pauvreté, mais qu'elle devrait plutôt lutter contre celle-ci. Bien qu'elle ne détienne pas tous les pouvoirs nécessaires pour le faire, elle peut agir dans des domaines majeurs, comme le logement, l'accès aux services de proximité et la desserte en transport afin de réduire les inégalités. Il s'agit là d'actions incontournables auxquelles la Ville peut travailler dans le cadre d'une lutte à la

pauvreté. Conséquemment, l'énoncé devrait se lire « Lutter contre la pauvreté ».

Par ailleurs, la lutte à la pauvreté appelle à des politiques publiques conséquentes que la Ville peut réclamer des autres paliers de gouvernement, tout comme elle peut se doter d'un objectif d'accessibilité pour ses services.

La problématique devrait aussi mentionner que la pauvreté est souvent le lot des immigrants. Dans le faubourg Saint-Laurent par exemple, 69% des familles immigrantes avec enfants vivent sous le seuil du faible revenu après impôt.

2) Réduire les écarts entre les quartiers

Bien que les écarts socio-économiques entre les quartiers exigent d'importants correctifs, il ne faut pas perdre de vue que ces mêmes inégalités existent également dans des quartiers en apparence plus favorisés. Ainsi, le faubourg Saint-Laurent, qui regroupe une partie du quartier des affaires, le quartier des spectacles et le quartier Latin, comprend également le territoire des Habitations Jeanne-Mance. Des écarts encore plus considérables en termes de revenu, d'éducation, d'habitation et de niveaux de vie existent sur notre territoire, puisqu'il accueille aussi une importante population marginalisée que les statistiques officielles ne prennent pas en compte. À notre sens, la politique doit aussi tenir compte de ces écarts. Conséquemment, l'énoncé devrait se lire « Réduire les écarts entre les quartiers et dans les quartiers ».

3) Changer la dynamique démographique qui accentue les inégalités

Il est essentiel pour l'équilibre du tissu social du faubourg que les familles puissent y demeurer et bénéficier des services et des équipements associés. En effet, la présence de familles est davantage susceptible de susciter une vie de quartier au bénéfice de l'ensemble des résidents (sentiment d'appartenance, sentiment de sécurité, espaces publics aménagés et utilisés, commerces de proximité, etc.). L'attraction et la rétention des familles dans les quartiers centraux est un défi majeur en matière de développement social.

4) Contribuer à une intégration réussie des immigrants

L'intégration apparaît dans le cahier de consultation comme une composante uniquement déterminée par l'obtention d'un emploi. Or, l'intégration d'une personne immigrante à la société québécoise se mesure aussi par sa participation citoyenne et son sentiment d'appartenance à son milieu d'accueil. Ces notions devraient être mentionnées.

Les immigrants, qui font partie de la dynamique démographique, constituent une part importante de la population au centre-ville (dans le faubourg Saint-Laurent, ils comptent pour 37,2% de la population totale) où, en dépit des

difficultés d'intégration sociale, économique et culturelle, ils représentent un apport incontournable à la société.

7) Développer le logement accessible et de qualité

Une partie de cette problématique est liée à l'inadéquation des critères et conditions des programmes d'aide à l'habitation (Accès-logis) par rapport aux conditions foncières prévalant à Montréal, notamment dans les quartiers centraux, et aux conditions de réalisation difficiles (contamination des sols, coefficients de densité, superficie des logements, etc.). Des logements accessibles à tous sont pourtant un élément-clé de la saine mixité sociale dans les quartiers. Montréal doit donc pallier le manque de ressources pour le développement d'une habitation mixte au centre-ville.

Le logement est une préoccupation majeure dans le centre-ville de Montréal pour la réduction des inégalités. Les constructions de condominiums dans la dernière décennie ont changé le visage du centre-ville, alors que les besoins des populations les plus démunies et des personnes marginalisées demeurent. Autant l'habitation abordable pour familles, les maisons de chambre, que les logements sociaux supervisés sont garants du vivre-ensemble et du développement social du centre-ville de Montréal.

8) Améliorer le cadre de vie, notamment dans les quartiers défavorisés

Les infrastructures et services essentiels à l'amélioration du cadre de vie, notamment pour les familles, doivent inclure les équipements scolaires et des mesures favorisant la sécurité urbaine. Des aménagements publics de qualité, particulièrement dans des quartiers denses comme le centre-ville, contribuent à l'attractivité du secteur et à freiner l'étalement urbain. De plus, la conservation du patrimoine matériel et immatériel comme vecteur d'appropriation du milieu est également à considérer.

Afin de réduire les inégalités entre les quartiers, et à l'intérieur même de ceux-ci, une amélioration du cadre de vie est aussi à privilégier, notamment par le verdissement et la lutte aux îlots de chaleur.

9) Contribuer à la réussite éducative

Il s'agit ici d'un enjeu déterminant pour le développement des populations et des quartiers, la réussite éducative étant un prérequis à la participation politique et sociale ainsi qu'à une meilleure qualité de vie des personnes. Cet enjeu est à travailler en association avec le précédent.

10) Construire le vivre ensemble

Cet enjeu se concrétise principalement par le développement de gammes variées de logements, notamment de grands logements et de logements

sociaux pour répondre aux besoins des différentes populations dans les quartiers.

11) Réduire le déficit de participation politique et sociale

Comme l'indique le titre de la rubrique, le déficit de participation n'est pas seulement au niveau de la vie municipale mais de la participation citoyenne dans son ensemble. Cette participation citoyenne inclurait entre autres les processus formels de participation politique mais aussi les démarches citoyennes dans les organismes communautaires, les associations de résidents, les conseils d'établissement scolaire et tout autre lieu d'appartenance à un quartier ou une communauté.

12) Améliorer la cohérence des interventions

L'adhésion des élus à la vision et aux valeurs des politiques municipales est également nécessaire pour assurer la cohérence des interventions.

Ce dernier élément devrait comprendre les besoins actuels et futurs des populations dans une perspective de développement durable. Les besoins devraient toujours être pensés et validés dans une perspective de bien commun.

D) Principes directeurs

Nous suggérons que les principes directeurs 3, 4 et 5 s'appliquent non seulement aux actions de la Ville de Montréal mais également aux actions de ses divers partenaires.

Le principe 5 sur la subsidiarité renvoie aussi, quant à nous, à la pertinence et aux responsabilités des Tables de quartier dans la mise en œuvre de la Politique. Les Tables sont, à plusieurs égards, les mieux placées pour agir en matière de développement social à l'échelle des quartiers.

E) Approches

Afin de maximiser ses retombées, la politique doit également privilégier une approche stratégique, c'est-à-dire tenir compte des priorités et actions qui auront un impact réel sur les enjeux sociaux auxquels sont confrontés les Montréalais.

F) Orientations et pistes d'action

Nous croyons, tout comme la Coalition montréalaise des Tables de quartier, que la Politique montréalaise doit prioritairement agir sur des enjeux où la Ville de Montréal détient des pouvoirs et des compétences. En ce sens, il nous apparaît essentiel que la Ville :

- Favorise le développement de logements sociaux et abordables
- Soutienne le développement de services de proximité accessibles économiquement et physiquement
- Diversifie et facilite l'accès aux transports collectif, actif et adapté
- Protège et développe le couvert végétal

G) Mise en œuvre

Afin d'assurer un suivi et une mise en œuvre par les Tables, la Ville doit leur communiquer quels sont les fonctionnaires chargés de son application et maintenir des liens forts avec le milieu.

Le comité de suivi doit être représentatif des acteurs en développement social. Il serait essentiel que celui-ci publie un bilan annuel de la mise en œuvre de la Politique, et qu'il reçoive les commentaires et suggestions des différents acteurs interpellés par la Politique. Le bilan annuel favorisera des communications régulières avec le milieu et sera un gage de transparence et de réussite.

Dans le cadre de la mise en œuvre, la Ville de Montréal doit avoir un rôle exemplaire, et utiliser au maximum son champ d'action pour favoriser le développement social. En ce sens, nous croyons que :

- La Ville, en tant que propriétaire foncier et immobilier, doit utiliser prioritairement ses immeubles et terrains au service du développement social (location des édifices à des organismes, développement de nouveaux centres communautaires, développement de logements sociaux, etc.)
- La Ville, en tant qu'employeur, se doit d'être exemplaire dans ses politiques internes et ajuster ses ressources humaines pour servir le développement social.
- La Ville doit mettre en place des critères d'octroi de contrats dans tous ses champs d'action qui exigent des entreprises un respect des critères de mixité et d'inclusion (ex : contrat de travaux publics accordés à des entreprises qui embauchent un important pourcentage de femmes, de minorités ethniques, etc.)

H) Conditions de réussite

Il y a lieu d'ajouter dans les conditions de réussite des façons de monitorer et de mesurer les impacts du développement social dans les quartiers montréalais afin de faire connaître les résultats de cette Politique.

4- Conclusion

Cette Politique en développement social peut avoir un effet rassembleur important sur les communautés montréalaises qui, mobilisées pour et par leur quartier, feront de Montréal une ville durable, solidaire et inclusive. La Table veut participer à cet élan de mobilisation porté par la Ville pour en accroître ses retombées, et développer avec elle des partenariats efficaces dans cette quête de la justice sociale qui fera de Montréal une référence en la matière.